

Conséquences stratégiques du changement climatique sur les ressources hydriques

Pierre BERTHELOT

Faculté libre de Droit, d'Économie et de Gestion de Paris (FACO), 115-117 rue Notre-Dame des Champs, 75006 Paris, France

*Auteur de correspondance : piberthelot75@gmail.com

Résumé – La question du changement climatique est devenue un enjeu majeur des relations internationales et désormais une préoccupation d'ordre stratégique et militaire, l'eau étant au cœur de ces évolutions et réflexions. Si des opportunités existent afin de limiter les effets du changement climatique sur l'« or bleu », des risques de manipulations ne sont pas exclus.

Mots-clés : Eau, changement climatique, géostratégie, hydropolitique

Abstract – Strategic consequences of climate change on water resources.

The issue of climate change has become a major issue in international relations and is now a strategic and military concern, and water is at the heart of these developments and reflections. If opportunities exist to mitigate the effects of climate change on blue gold, risk of manipulation are not excluded.

Keywords: Water, climate change, geostrategy, hydropolitics

1. INTRODUCTION

La question du changement climatique mobilise désormais au-delà des seuls spécialistes scientifiques et économiques ou des décideurs politiques et est régulièrement associée à l'actualité la plus brûlante, puisque certains ont vu dans les récentes révolutions arabes une de ses conséquences indirectes¹. Une des ressources qui pourrait être la plus concernée par cette évolution majeure pour l'humanité est l'eau, qui est désormais étudiée conjointement avec le changement climatique, bien que l'impact de ce dernier sur l'« or bleu » soit plus méconnu. Afin de tenter d'évaluer ses implications, il conviendra d'abord d'identifier ce phénomène ainsi que les menaces potentielles qu'il comporte, tout en explicitant l'évolution de la pensée stratégique à son égard. Les opportunités actuelles offertes afin de limiter son ampleur seront précisées, avant d'évoquer les risques de manipulations et de récupération dont il peut faire l'objet.

¹ Johnstone S., et Mazo J., 2011. Global Warming and Arab Spring, *Survival*, 53, n° 2, April-May 2011, pp. 11–17 (www.iiss.org/publications/survival).

2. LE PHÉNOMÈNE DE PRESSION SUR LES RESSOURCES HYDRIQUES VIA LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SA DIMENSION STRATÉGIQUE

2.1. Ampleur et caractéristiques du phénomène

Le cinquième Forum mondial de l'eau, qui s'est tenu en 2009 à Istanbul, a consacré une partie importante de ses travaux à cet enjeu (et ce pour la première fois), associé à la question de la souveraineté alimentaire, ainsi qu'aux émeutes de la faim observées en 2008. Le risque qui pèse sur l'eau est double : à la fois sur sa quantité et sa qualité²,

² Weinhtal E., 2008. Water, Climate Change, and Human Security. In: Pumphrey C. (ed.) *Global Climate Change: National Security Implications*, may 2008, Strategic Studies Institute, US Army War College, p. 80. Carlisle, Pennsylvania (article et ouvrage disponibles sur www.strategicstudiesinstitute.army.mil).

et si celle-ci se dégrade trop rapidement, elle peut alors véhiculer davantage de maladies. Le changement climatique serait ainsi responsable de la mort de 300 000 personnes par an si l'on en croit le rapport publié le 29 mai 2009 par le *Global Humanitarian Forum* (présidé alors par Kofi Annan), notamment à cause des conséquences néfastes que cela peut provoquer d'un point de vue hydrique. Selon un grand nombre d'experts, l'eau, sa disponibilité et sa qualité seront les principales contraintes qui s'exerceront sur les sociétés et sur l'environnement soumis au changement climatique³, une position régulièrement confirmée ces dernières années⁴. Notre intérêt se portera principalement sur les ressources en eau douce, qui ne représentent pourtant que 3 % de l'ensemble des ressources hydriques de la planète. S'il est indéniable que les effets du changement climatique *via* l'augmentation des océans, auront des conséquences sur les populations, le danger le plus important reste celui relatif à l'amenuisement des ressources non salées, et en particulier celles provenant des fleuves ou des précipitations. Pour le *Global Water Partnership*⁵ (Partenariat global pour l'eau), un réseau international d'organisations et d'institutions consacrées à la question de l'eau, le changement climatique se fera sentir à partir de l'eau⁶, une position reprise par d'autres experts comme l'économiste Nicolas Stern pour lequel le réchauffement (une de ses modalités, plus simple en réalité à traiter) s'exprime surtout en terme hydriques à travers l'évocation des cyclones, des inondations, des sécheresses, etc.⁷ ou Peter Schwartz, pour qui tous les principaux mécanismes du dérèglement climatique tournent autour de l'eau⁸.

Cet enjeu est caractérisé par sa complexité⁹ et pour plusieurs raisons. D'abord à cause des incertitudes sur l'ampleur du phénomène puisque les modèles climatiques les plus complexes ont une maille géographique trop vaste pour permettre une identification suffisamment fine et

opérationnelle des pays ou régions présentant un risque particulier d'instabilité environnementale lié au réchauffement climatique. Mais aussi car la crise de l'eau nécessite une approche multidimensionnelle précisément parce que le nombre de protagonistes impliqués est considérable tout comme les usages des ressources hydriques (industriel, agricole, domestique). Enfin, la pression sur celles-ci se fait aussi bien au niveau des surfaces que des aquifères avec une dimension transfrontalière qui implique que le phénomène doive être traité en commun, ce qui rend des accords et des actions concertées nécessaires, mais délicates. En outre, un certain nombre de paradoxes rendent son étude particulièrement intéressante : phénomène prévisible mais qui apparaît parfois lointain dans le temps, général et différencié dans ses effets, inéluctable mais incertain.

Les menaces posées par le changement climatique sont à la fois directes et indirectes¹⁰, mais il a surtout la capacité de les multiplier pour Geoffrey Dabelko¹¹, ce qui signifie que celles-ci ne naissent pas avec celui-ci, mais qu'il contribue en revanche à les exacerber, en particulier pour ce tout qui est associé à l'eau. Parmi les menaces directes¹², il faut d'abord intégrer celles relatives aux modifications physiques du territoire et de l'environnement induites par le réchauffement climatique : recul des côtes, disparition ou déplacement des frontières naturelles, modification du système hydrologique et de l'exposition aux calamités naturelles. Puis rappeler celles provoquées par les changements climatiques et les politiques destinées à limiter les émissions de gaz à effets de serre (GES) qui absorbent des ressources, et brident ou réduisent le potentiel de croissance économique. Quand aux menaces indirectes, elles impliquent une « fragilisation de pays ou de sociétés en développement, un alourdissement des charges de la coopération internationale pour lutter contre les calamités naturelles ou soutenir l'aide humanitaire, sans oublier les risques de multiplication de migrations internationales »¹³.

2.2. Dimension stratégique

La reconnaissance de la dimension stratégique de cet enjeu est récente, et la réflexion sur ce point n'a

³ Le changement climatique et l'eau : document technique numéro 6 du GIEC, Genève : juin 2008, p. 11 (www.ipcc.ch).

⁴ Réchauffement climatique : nouveau rapport alarmant du GIEC, *Le Monde*, 31 mars 2014.

⁵ Partenariat global pour l'eau (www.gwp.org).

⁶ La gestion de l'eau à l'épreuve du changement climatique. *Le Monde*, 19 mars 2009.

⁷ Taithe A., 2009. La prise en compte du changement climatique dans les études stratégiques. *Questions internationales*, 38, 35-36.

⁸ Changement climatique : risque géopolitique ? (une interview de Peter Schwartz par Geoffrey Delcroix). *Futuribles*, 341, mai 2008, p. 15.

⁹ Vivekanandan J. et Nair S., 2009. Climate Change and Water: Explaining the Interlinkages. In: Michel D. et Pandia A. (eds.), *Troubled Waters: Climate change, Hydropolitics and Transboundary Resources*. Washington D.C.: The Henry L. Stimson Center, 2009, p. 1 (disponible sur www.stimson.org).

¹⁰ Allard P., 2005. Malaise dans la climatisation (le changement climatique et la sécurité des États). *Annuaire français des relations internationales*, 6, 942-951 (à lire sur www.afri-ct.org).

¹¹ Directeur de l'*Environmental Change and Security Program* du *Woodrow Wilson International Center for Students* (www.wilsoncenter.org).

¹² Allard P. *Op. cit.*, p. 946.

¹³ *Ibidem*.

véritablement émergé que sous l'impulsion du GIEC¹⁴, à tel point que les conséquences apparaissent désormais inquiétantes pour la stabilité et la sécurité des États. Le changement climatique est devenu un enjeu tellement important pour la sécurité nationale que les organisations militaires seraient désormais une partie de la solution¹⁵. Au départ, le débat stratégique était concentré autour de la question de la sécurité environnementale¹⁶, et la guerre froide agit alors comme un phénomène structurant contribuant à l'émergence de ce concept¹⁷. L'atténuation, sinon la disparition d'une menace nucléaire globale facilita l'élargissement du débat sur la sécurité en général. Cependant et « contrairement à une idée très répandue, l'objet d'une politique de sécurité environnementale n'est pas l'environnement lui-même, mais l'insécurité créée par des changements dans l'environnement considérés comme portant atteinte à l'une ou l'autre des caractéristiques essentielles d'un acteur »¹⁸. La sécurité environnementale peut correspondre à différentes acceptions : sécurité de l'environnement, des individus, de l'État ou du système international¹⁹.

L'un de ceux qui a le plus contribué à alimenter le débat relatif à la sécurité environnementale qui précède celui relatif à la sécurité climatique, en insistant en particulier sur la place éminente qu'y occupe l'eau, est Thomas Homer Dixon. Il opère une distinction en trois temps, en évoquant d'abord les affrontements entre États à propos des pénuries, avec des conséquences internationales, puis ceux qui ont trait à l'identité du groupe et qui visent à le protéger ou à le renforcer, avec des répercussions cette fois-ci internes ou internationales. Enfin, il aborde l'inégalité de distribution avec ses implications, principalement d'ordre domestique,

mais avec une dimension éventuellement élargie²⁰. Au final, le spectre d'étude concernant ce sujet apparaît très vaste et souffre d'une certaine imprécision.

De leur côté, des auteurs ou des organisations internationales et intergouvernementales réfléchissent également à une redéfinition du concept de sécurité, notamment *via* la promotion de la « sécurité humaine » qui n'a pas cessé d'évoluer au cours des dernières années²¹. La prédominance des conflits intraétatiques, particulièrement depuis la fin de la Guerre froide, a forcé certains politiciens, politologues et activistes à approfondir la conception traditionnelle de la sécurité nationale. Le Rapport annuel du « Programme des Nations Unies pour le développement » (PNUD) de 1994 fut le premier document à présenter les fondements du concept de sécurité humaine en mettant en exergue plusieurs caractéristiques fondamentales. Premièrement, la sécurité humaine est universelle, c'est-à-dire qu'elle s'attaque à des préoccupations qui touchent autant les pays pauvres que les pays riches. Deuxièmement, les composantes de la sécurité humaine sont interdépendantes : la famine, le déplacement massif de personnes, la pollution, le trafic de drogue et d'humains, le terrorisme et les conflits ethniques ne sont plus des phénomènes isolés, circonscrits à l'intérieur des frontières nationales. Troisièmement, la sécurité humaine opte pour la prévention des conflits au lieu de la gestion de leurs conséquences. Ce concept s'avère utile lorsqu'il s'agit de redéfinir les missions des organisations militaires²², bien qu'il signifie pour certains une forme de renoncement qui peut affaiblir les pays qui y souscrivent avec trop d'enthousiasme.

Puis est apparu le concept d'hydrostratégie, c'est-à-dire « l'ensemble des moyens combinés d'un État en vue d'obtenir la maîtrise des ressources hydriques, indispensables à la vie et au développement d'un État »²³. Yves Jeanclos précise que l'eau peut être cible ou arme et que le XXI^e siècle pourrait annoncer la fin provisoire du mourir militaire et la prééminence du mourir civil, et que dès lors, l'identification d'objectifs alimentaires et hydriques et leur distinction ne pourra que favoriser la réalisation d'une stratégie d'affaiblissement maximum de l'adversaire en privilégiant ses ressources vitales et ses populations, plutôt que des guerres

¹⁴ Voir aussi Peter Gleick, The implications of global climatic changes for international security. *Climatic Change*, 15, 1989, n° 1/2, 309–325 et Global climatic change and international security. *Colorado Journal of International Environmental Law and Policy*, 1, n° 1, 1990, 41–56.

¹⁵ Climate change and Security at Copenhagen. Conference, 17th march 2009, Brooking Institution and Institute for Environmental Security, Washington D.C. (actes disponibles sur www.envirosecurity.org).

¹⁶ Töpfer K., 1994. Environmental Policy as a Factor in a New Security Policy. *Geojournal*, 33, n° 4, 349–354.

¹⁷ Painchaud P., 2000. La sécurité environnementale : concept et perspectives. *La Revue internationale et stratégique*, automne, n° 39 (Sécurité et environnement : le risque au cœur des politiques), p. 62.

¹⁸ Painchaud P., 2000. La sécurité environnementale : concept et perspectives. *Op. cit.*, p. 64.

¹⁹ Leprestre P., 1998. Sécurité environnementale et insécurités internationales. *Revue québécoise de droit International*, 11–1, p. 274 ; l'auteur a également écrit Protection de l'environnement et relations internationales : les défis de l'écopolitique mondiale. Paris, Armand Colin, 2005.

²⁰ On the Threshold: Environmental Changes as Causes of Acute Conflict. *International Security*, 16, n° 2, 1993, 76–116.

²¹ Voir www.hsrpgroup.org et www.gechs.org

²² Henk D., 2006, The Environment, the US Military, and Southern Africa. *Parameters* (US Army War College Review), 98–117.

²³ Jeanclos Y., 2002. Vers l'hydrostratégie. Essai de théorisation stratégique. In: Jeanclos Y. (sous la direction de). *Actes du colloque de Strasbourg, Tome 1 : l'eau, arme stratégique au XXI^e siècle ?* Paris : Cirpes-Ehess, p. 25.

conventionnelles entre armées²⁴. Il précise que nous retrouvons dans une certaine mesure une stratégie du faible au fort avec une volonté de dissuasion par l'eau qui serait celle par laquelle un État menace un adversaire potentiel de disposer des ressources en eau indispensables à sa survie par destruction d'installations ou par rétention de l'écoulement afin d'obtenir un avantage politique, territorial ou économique sans combattre²⁵.

La notion de sécurité hydrique surgit alors, associée « à la capacité d'un État à garantir l'accès à une eau douce en quantité suffisante pour assouvir les besoins de la population. Il doit assurer un approvisionnement continu en eau de qualité, en prenant les mesures de prévention et de protection propres à le réaliser »²⁶. Les États-Unis sont en train de modifier leur approche traditionnelle vis-à-vis de l'eau, jusque-là analysée d'un point de vue majoritairement humanitaire et économique (et enjeu finalement secondaire), afin d'en faire une question qui doit être pleinement intégrée dans la stratégie de sécurité globale du pays, et il est incontestable que le changement climatique est en partie à l'origine de cette évolution²⁷.

Enfin, proche de la précédente, l'idée de sécurité alimentaire²⁸ postule que garantir à chaque être humain la satisfaction des besoins alimentaires indispensables à sa survie est pour toute société un objectif essentiel et qu'assurer un approvisionnement régulier et suffisant en produits nutritionnels à l'ensemble de la population relève aujourd'hui de la responsabilité de l'État, voire de la communauté internationale²⁹. La sécurité alimentaire est propulsée au rang de responsabilité essentielle, venant ainsi contester la première place traditionnellement allouée à la sécurité militaire. La sécurité alimentaire des populations se décline en suffisance quantitative des aliments mis à disposition des populations, puis en suffisance qualitative offrant ainsi un haut degré de protection au consommateur tant national qu'euro-péen (il a été rappelé en introduction que la question de l'eau doit être envisagée aussi bien d'un point de vue qualitatif que quantitatif). Les stratégies militaires ont en outre

été souvent destinées à réaliser des conquêtes territoriales, pour accroître les surfaces cultivables et donc l'alimentation des vainqueurs. Plus récemment est apparu un vaste mouvement d'acquisition de terres agricoles à l'étranger par des pays dotés de substantiels moyens financiers et menacés par de futures pénuries hydriques ou par des crises alimentaires potentielles. Il s'agit donc de sécuriser leurs approvisionnements vitaux sur le long terme, mais cela ne va pas sans susciter des tensions sociales ou politiques dans les États concernés, les agriculteurs ou producteurs autochtones s'estimant parfois lésés par les accords négociés. De surcroît, cela augmente le risque de dépendance stratégique de ces riches États, au cas où interviendrait des changements d'orientation politique ou économique parmi les seconds, sans compter les menaces potentielles de représailles militaires de la part des investisseurs éconduits.

Les opérations militaires américaines en cours (Afghanistan) ou envisagées (Afrique, Iran) concernent des régions où cette question est un enjeu de premier plan³⁰, car elles sont en voie de désertification plus ou moins avancée. De plus, la présence de forces militaires sur une longue durée implique des missions dites de reconstruction ou de « nation-building », mais aussi d'assistance (la maîtrise des techniques d'approvisionnement durable en eau devient alors un enjeu crucial, notamment pour gagner le cœur des populations). La sécurité des États qui vont devoir directement affronter les répercussions néfastes du changement climatique peut s'en trouver détériorée. De nombreux travaux montrent que la lutte pour l'accroissement des ressources naturelles est en réalité un des principaux facteurs d'affaiblissement des structures des États³¹. D'autres nations risquent de devoir gérer les conséquences des drames que connaîtront les premiers réfugiés climatiques³². Enfin, on ne peut négliger la possibilité d'affrontements directs entre pays assoiffés.

Mais l'élément le plus novateur est probablement la réflexion relative aux risques accrus pour les militaires en opérations extérieures ou les centres de commandements militaires. Celle-ci émane une fois de plus des centres de décisions américains³³, ce qui n'est guère étonnant étant

²⁴ Jeanclos Y., 2002. Vers l'hydrostratégie. Essai de théorisation stratégique, *Op. cit.*, pp. 26-29.

²⁵ Jeanclos Y., 2002. Vers l'hydrostratégie. Essai de théorisation stratégique, *Op. cit.*, p. 38.

²⁶ Jeanclos Y., 2001. La sécurité hydrique à l'orée du XXIème siècle. *Annuaire français des relations internationales*, 2, 970.

²⁷ Peterson E.R. et Posner R., 2008. Global Water Futures, A Roadmap for Future U.S. Policy. Center for International and Strategic Studies, Washington DC, September 2008, 46 p.

²⁸ Hoogeveen J., 2004. Water and Food Security in the Mediterranean Region. In: *Irrigation Water Management in Lebanon*, Presses de l'Université Notre-Dame de Louaize, Liban, pp. 47-53.

²⁹ Jeanclos Y., 2002. La sécurité alimentaire à l'orée du XXIème siècle. *Annuaire français des relations internationales*, 3, 859.

³⁰ Morissette J.J. et Borer D.A. Where Oil and water Do Mix: Environmental Scarcity, Political Legitimacy and Future Conflict in the Middle East. *Parameters* (US Army War College Review), winter 2004-2005, 86-101.

³¹ Le Billon P., 2005. Geopolitics of Resource Wars: Resource Dependence, Governance and Violence. London: Frank Cass, 288 p.; The Political Ecology of War: natural resources and armed conflicts. *Political Geography*, n° 20, 2001, 561-584.

³² Gemme F., 2009. Géopolitique du changement climatique, Armand Colin.

³³ Gray C.S. The 21st Century Security Environment and the Future of War. *Parameters* (US Army War College Review), winter 2008-2009, 14-26.

donné que « l'hyperpuissance », bien qu'affaiblie, est celle qui déploie le plus de troupes sur des théâtres d'opérations extérieurs, et la seule qui puisse en mobiliser autant (on soulignera que la réflexion en France n'est qu'émergente³⁴ sur ce thème relatif à l'implication stratégique du changement climatique, en particulier sur les ressources hydriques³⁵). D'où une analyse approfondie à partir du concept de *Green Warrior* ou « guerrier vert », c'est-à-dire celui qui sera désormais orienté vers des missions prenant en compte l'évolution écologique et climatique contemporaine³⁶. Cependant, la question des conséquences stratégiques apparaît très ambivalente, et recèle autant d'opportunités que de risques avérés ou potentiels.

3. OPPORTUNITÉS OFFERTES AFIN DE LUTTER CONTRE CE PHÉNOMÈNE, Y COMPRIS D'UN POINT DE VUE STRATÉGIQUE

3.1. De nouvelles perspectives

Le changement climatique en cours peut contribuer à nourrir une réflexion prospective approfondie qui permettra d'accélérer une évolution salubre vers une prise de conscience plus affirmée des dangers qui y sont associés, avec la possibilité de voir émerger un véritable consensus international à ce niveau. Pour certains spécialistes des relations internationales comme Hubert Védrine, la question environnementale deviendra à l'avenir l'enjeu majeur des relations internationales, la vraie valeur universelle³⁷ et dépassera probablement celle des droits de l'homme, sur laquelle nous reviendrons. Ainsi, des mesures appropriées pourront être mises en œuvre afin de limiter tout ce qui peut faire peser une pression excessive sur les ressources naturelles, notamment de type hydrique (urbanisation galopante, en particulier sur le littoral, croissance

démographique exponentielle, politique de la gestion de l'eau inadaptée...). Pour plusieurs économistes de renom, elle est l'occasion unique de changer de modèle de production économique et de croissance comme le soulignent Nicolas Stern, auteur d'un rapport de référence sur le changement climatique, ou Kemal Dervis du PNUD.

3.2. Démystification des paradigmes belligères

L'importance stratégique du changement climatique et son influence sur l'eau est également une chance de démystifier un certain nombre de paradigmes belligères. Ainsi, « l'or bleu » n'a pas été véritablement à l'origine de guerres ces dernières décennies, et le conflit n'est pas systématiquement synonyme d'affrontements armés³⁸. Pourtant c'est cette perception à caractère sensationnaliste et simplificatrice qui semble dominer depuis plusieurs années, en particulier pour les zones les plus conflictuelles d'un point de vue hydrique et géopolitique³⁹, notamment auprès des opinions publiques. C'est en effet un thème plus attractif que celui qui affirme qu'une paix est possible grâce à l'eau, alors qu'il est nécessaire d'avoir à l'esprit que si les postures revendiquées se veulent souvent agressives, le passage à l'acte, c'est-à-dire l'offensive militaire est en réalité extrêmement rare⁴⁰. C'est le même postulat belligère qui est dénoncé par certains à propos du changement climatique⁴¹.

Certes, le changement climatique contribue à accentuer la crise hydrique, mais il conviendra de rester prudent sur ce point, en privilégiant plutôt la promotion d'une certaine pédagogie auprès des pays occidentaux, premiers responsables, et se considérant souvent à tort comme les premiers menacés (ainsi il devient plus facile de financer des politiques d'accueil de réfugiés ou de proposer un statut pour ces derniers)⁴². Les phénomènes de migrations (et donc

³⁸ Baskin G., 1994. The Clash over Water: an Attempt at Demystification. *Palestine-Israel Journal*, summer, pp. 27-35 ; Beaumont P., 1994. The Myth of Water Wars and the Future of Irrigated Agriculture in the Middle East. *Water Resources Development*, 10, 17.

³⁹ Trottier J., 2003. Water Wars: The Rise of a Hegemonic Concept (Exploring the making of the water war and water peace belief within the Israeli-Palestinian conflict). Paris : Unesco Publications.

⁴⁰ Lonergan S.C., 2000. Water and Conflict: rhetoric and reality. In: Diehl F. et Gleditsch N.P. (eds). *Environmental Conflict*. Boulder, Colorado : Westview Press, p. 10.

⁴¹ Salehyan I., 2008. From Climate Change to Conflict: No Consensus Yet. *Journal of Peace Research*, 45, 315-326. Tertrais B., 2011. « Le mythe des guerres climatique », *Politique internationale*, n° 132, (www.politiqueinternationale.com).

⁴² « Changement climatique : risque géopolitique ? » (une interview de Peter Schwartz par Geoffrey Delcroix). *Futurible*, 341, mai 2008, p. 11.

³⁴ Delcroix G., 2008. Changement climatique : enjeu géostratégique. Un panorama critique des exercices de prospective récents. *Futuribles*, 341, mai 2008, 17-30.

³⁵ Voir par exemple *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 63, 2006 (Environnement, changement climatique et sécurité), et en particulier LUZI S., Les bassins hydrographiques internationaux : conflit et gestion des ressources hydriques, pp. 35-59.

³⁶ Green Warriors: Army Environmental Considerations for Contingency Operations from Planning Through Post-Conflict. Rand Corporation, CA, USA, 2008, 252 p. (disponible sur www.rand.org).

³⁷ Hubert Védrine et l'Amérique de Barack Obama. *Le Monde*, 15 janvier 2009.

peut-être demain les futurs réfugiés climatiques) ont lieu principalement à l'intérieur des continents voire des États. Geoffrey Dabelko rappelle en outre qu'il ne faut pas sur-vendre le lien entre terrorisme et changement climatique⁴³, bien que l'on ne puisse totalement l'écarter comme le précise Peter Schwartz, si le ressentiment à l'égard des pays pollueurs (principalement industriels) devait atteindre des niveaux inconnus jusqu'ici⁴⁴. Peter Gleick distingue clairement entre écoterrorisme⁴⁵ qui concerne l'utilisation illégale de la force contre des populations dans l'objectif de sauver l'environnement de futures destructions humaines, et le terrorisme écologique ou environnemental qui se réfère à l'utilisation illégale de la force contre des ressources environnementales ou naturelles empêchant des populations d'en bénéficier au nom d'objectifs politiques ou sociaux (cas du Darfour pour certains).

Il apparaît nécessaire de rappeler à tous ceux qui peuvent être tentés d'utiliser la solution militaire pour faire face à la pénurie annoncée d'eau qu'elle est infiniment plus couteuse (en terme d'image ou économiquement) qu'une négociation, fut-elle imparfaite ou laborieuse, qui reste en définitive la norme et non l'exception⁴⁶. La sophistication des armements militaires bourrés de hautes technologies explique que leur prix de fabrication et de vente soit de plus en plus exorbitant, et d'une certaine façon rend anachronique leur utilisation pour s'approprier l'eau d'un pays avec lequel on est en conflit à cause des conséquences du changement climatique ou parce qu'il utilise de façon excessive des ressources qu'il estime lui revenir de droit (sauf si les États en confrontation ne disposent que d'armements modestes ou que la menace est véritablement décisive). Quand aux techniques modernes, jusque-là coûteuses pour obtenir davantage d'eau, comme le dessalement, elles pourraient s'avérer rentables avec le phénomène de pénurie hydrique et la pression sur l'environnement⁴⁷, bien qu'elles ne soient pas sans risques comme cela sera souligné ultérieurement.

⁴³ Environmental Security Heats Up, *Environmental Change and Security Program Report*, n° 13, 2008-2009, Woodrow Wilson Center International Center for Scholars, Washington D.C. (www.wilsoncenter.org).

⁴⁴ Changement climatique : risque géopolitique ? (une interview de Peter Schwartz par Geoffrey Delcroix). *Futurible*, 341, mai 2008, p. 12.

⁴⁵ Gleick P., 2006. Water and Terrorism. *Water Policy*, 8, n° 6, 484.

⁴⁶ Waterbury J., 1997, Between Unilateralism and Comprehensive Accords : Modest Steps Towards Cooperation in International Rivers Basins. *Water Resources Development*, 13, n° 3, 279.

⁴⁷ Frankcom N., 2008. Climate Change, Security and Sustainable Development. Report of the Conference From Bali to Poznan - New Issues, New Challenges (Brussels: 18th December 2007), Environmental Institute for Security, p. 28 (disponible sur www.envirosecurity.com).

3.3. Revaloriser le rôle des structures spécialisées et des conventions juridiques ou traités en déshérence, avec la création de nouvelles entités

L'urgence de trouver une solution, afin de ne pas recourir à la mise en œuvre de stratégies de tensions peut également contribuer à moderniser ou accélérer la mise en œuvre de traités ou conventions en friche, comme celle de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation⁴⁸ (dite de New-York) ou celle relative aux modifications environnementales (ENMOD), qui est théoriquement entrée en vigueur en 1978, mais reste en grande partie inopérante⁴⁹. Enfin, il est nécessaire d'agir pour que les grandes puissances ratifient les principaux protocoles relatifs à la protection de l'environnement.

Il faut d'autre part contribuer à l'émergence de véritables organisations de coopération internationale consacrées au changement climatique, améliorer la visibilité et l'influence de celles déjà existantes (PNUE), promouvoir la création d'un haut représentant du Secrétaire Général de l'O.N.U. (les États-Unis dans le cadre d'une réorientation de leur politique hydrique, qui doit devenir un enjeu stratégique majeur, envisagent de nommer un haut représentant qui serait désigné par le Président⁵⁰), et la mise en place d'un tribunal international chargé de juger les crimes écologiques, renforcer le principe du pollueur payeur, etc. Il est également nécessaire d'accentuer la coopération au sein d'institutions régionales qui ont souvent des difficultés à trouver des points d'accords sur d'autres sujets plus délicats (économiques, politiques...).

⁴⁸ Voir l'ouvrage de l'ancien rapporteur des travaux relatifs à l'élaboration de cette Convention au sein de la Commission du droit international de l'ONU (dont il fut aussi le Président), Mc Caffrey S., 2007, *The Law of International Watercourses*, Oxford: Oxford University Press (2nd edition).

⁴⁹ Schmitt M.N., 1997. Green war : an assessment of the environmental law of international armed conflict. *Yale Journal of International Law*, 2, 2 ; Bannelier-Mollard K., 2001. La protection de l'environnement en temps de conflit armé, Paris : Editions Pédone, p. 48 ; Plant G., 1992. *Environmental Protection and the Law of War: A 'Fifth Geneva' Convention and the Protection of the Environment in Time of Armed Conflict*. London & New-York: Bel Haven Press.

⁵⁰ Declaration on U.S. Policy and the Global Challenge of Water, A Report of the CSIS Global Water Futures Project, Center for Strategic and International Studies, Washington D.C., 17 March 2009, p. 6. (www.csis.org).

3.4. Vers un nouveau rôle pour les structures militaires ?

La modification du rôle des organisations militaires ou de structures de défenses communes, comme l'OTAN ou la PESD⁵¹ est probable avec une accentuation de leur rôle humanitaire et d'assistance, aussi bien lorsque surviennent des catastrophes naturelles, qu'en amont comme c'est déjà en partie le cas aujourd'hui. Aux États-Unis, une réflexion existe d'ores et déjà pour savoir si l'armée doit privilégier ses missions traditionnelles, l'assistance, ou bien les deux⁵². L'OTAN a pris un certain nombre d'initiatives, avec notamment la mise en place de l'ENVSEC⁵³ et dans le cadre de missions extérieures comme en Afghanistan, commence à intégrer la dimension climatique en étroite association avec son aspect hydrique⁵⁴, bien que ces efforts n'en soient qu'à leurs prémices et qu'il soit difficile d'évaluer dans quelle mesure ils puissent avoir de véritables effets. La PESD a pour la première fois proposé lors d'un discours prononcé par Xavier Solana en 2008 que le changement climatique soit désormais au cœur de son action extérieure⁵⁵. Enfin, les organisations militaires devraient d'une manière générale être en première ligne pour lutter contre le changement climatique⁵⁶.

⁵¹ Politique européenne de sécurité et de défense ; voir Dupuy E., 2008. Les futures crises environnementales en Europe : vers un système d'alerte précoce. *Geostratégiques*, n° 20, 131-148 (disponible en ligne sur www.strategicinternational.com).

⁵² Frankcom N., *Op. cit.* ; Betts R.K., 2009. The Three Faces of NATO. *The National Interest* ; Nash W.L. Peace Operations, In: Pumphrey C. (ed.). *Global Climate Change: National Security Implications*, may 2008, Strategic Studies Institute, US Army War College, pp. 366-372. Carlisle, Pennsylvania (article et ouvrage disponibles sur www.strategicstudiesinstitute.army.mil).

⁵³ Environmental and Security Program. Programme de prévention des risques environnementaux, mis en place dans le cadre du Partenariat pour la paix, qui développe notamment des liens avec des États périphériques à la structure atlantique (www.ensvec.org).

⁵⁴ Veening W., 2009. Recent European and NATO Developments on Climate Change & Security, Climate change and Security at Copenhaguen, Conference, 17th march 2009, Brooking Institution and Institute for Environmental Security, Washington D.C (actes disponibles sur www.envirosecurity.org).

⁵⁵ Climate Change and International Security. Paper from the High Representative and the European Commission to the European Council. Bruxelles : Conseil de l'Union européenne, 14 mars 2008.

⁵⁶ The Role of Military Organizations in Protecting the Climate: 2008. Climate Change and International Security Program, Institute for Environmental Security (www.envirosecurity.org).

4. LES RISQUES DE MANIPULATION ET D'INSTRUMENTALISATION DU PHÉNOMÈNE, EN PARTICULIER D'UN POINT DE VUE STRATÉGIQUE

4.1. Repli protectionniste et prophéties auto-réalisatrices

Le risque existe, notamment au vu de la faible implication des États, que l'on ne puisse s'opposer aux perspectives de plus en plus pessimistes relatives à l'amenuisement des ressources en eau dans le contexte de montée en puissance du changement climatique, surtout si cet enjeu n'est pas maîtrisé et analysé rationnellement. Il ne s'agit pas ici de revenir sur les menaces décrites plus haut, qui sont au demeurant souvent connues ou identifiées tant par les spécialistes que le grand public, mais plutôt de souligner comment, d'un point de vue stratégique, les réponses proposées par les dirigeants politiques ou les forces armées, censées lutter contre le phénomène peuvent se révéler au final plus dangereuses que le phénomène lui-même⁵⁷. D'abord, on ne peut exclure que les hypothèses avancées ne nourrissent fantasmes ou paranoïa et n'amènent les pays menacés de près ou de loin à ne proposer qu'une politique protectionniste, alors qu'il convient d'agir en amont, ce qui est au final moins coûteux. Ensuite, ce phénomène est soumis à un risque d'auto-alimentation s'il n'est abordé que dans sa dimension stratégique ou sécuritaire⁵⁸ et il créera des tensions artificielles qui n'auraient pas existé si la question avait été envisagée plus sereinement (une véritable prophétie auto-réalisatrice d'une certaine façon), à l'instar de ce que certains ont évoqué à propos de l'eau⁵⁹. La rhétorique se doit donc d'être maîtrisée et chaque responsable ne peut aborder ces enjeux cruciaux à la légère en privilégiant anathématisation ou propos comminatoires sans fondements.

⁵⁷ Bucklan D B., 2007. A Climate of War? Stopping the Securitization of Global Climate Change. A contribution to contemporary debates, IPB Studies, Geneva, June 2007, International Peace Bureau (www.ipb.org).

⁵⁸ Brauch H.G., *Securitizing Global Environmental Change. Facing Global Environmental Change: Environmental, Human, Energy, Food, Health and Water Security Concepts (Hexagon Series on Human and Environmental Security and Peace)*, vol. 4 (Berlin - Heidelberg - New York : Springer-Verlag, 2009), pp. 65-102.

⁵⁹ Delli Priscoli J., 2001. Ne crions plus au loup. *Le Courrier de L'Unesco*, octobre 2001.

4.2. Dévoiement de l'action humanitaire et fuite en avant militaire face à la menace que représente le changement climatique pour l'eau

Le risque ultime est que cet enjeu ne soit l'objet de manipulations de la part des responsables politiques dans la mesure où c'est moins le changement climatique qui serait conflictuel ou belligère que l'exploitation démagogique qu'il peut susciter⁶⁰. Par exemple, certains pourraient être tentés de proposer des interventions militaires extérieures afin de protéger des populations lointaines considérées à tort ou à raison comme privées de ressources cruciales pour leur survie (version remaniée du droit d'ingérence et perversion de l'action humanitaire⁶¹). Nul n'ignore que le prétendu « droit ou devoir d'ingérence », très populaire, en particulier à la fin de la guerre froide (il devient médiatisé presque concomitamment à la chute du mur de Berlin sous l'impulsion de Bernard Kouchner) est aujourd'hui contesté, notamment parce qu'il n'a pas su véritablement susciter la totale adhésion des peuples auxquels il est censé porter assistance. Ils craignent ses arrières pensées politiques et récusent le « deux poids, deux mesures » qui prévaut trop souvent. À cet égard, le conflit israélo-palestinien, dont la centralité est niée par un certain nombre d'analystes ou de responsables politiques, agit ici comme un véritable abcès de fixation.

Un autre risque stratégique est qu'au nom de la crainte d'un État, inquiet de ne plus disposer de suffisamment de ressources hydriques à cause du changement climatique en cours ou de l'impérialisme d'un pays d'amont, une véritable action préventive ne soit lancée afin de se prémunir contre une modification de son allocation en eau. L'idée de modifier la philosophie et le rayon d'action des structures militaires internationales, comme nous l'avons précédemment souligné, peut être une véritable opportunité, en l'orientant davantage vers des missions d'assistance (en particulier dans la gestion et l'approvisionnement des ressources en eau de plus en plus décisive avec le changement climatique). Mais il existe également une probabilité d'accroissement du sentiment « anti-occidental » avec la militarisation accrue des opérations (y compris dans leur aspect humanitaire) au nom du changement climatique et de sa dimension hydrique. Les peuples ne pourront pas toujours faire le distinguo, si tant est qu'il soit possible, entre les différentes opérations, et ne retiendront qu'un accroissement de la présence de forces étrangères. En outre, à l'instar de ce qui s'est en partie passé avec le phénomène d'ingérence l'humanitaire, ce

⁶⁰ Halden P., 2007. *The Geopolitics of Climate Change*. Stockholm : FOI (Swedish Research Defense Agency), p. 56.

⁶¹ Goodman R., 2006. *Humanitarian Intervention and Pretexts for War*. *American Journal of International Law*, 100, 107-141.

nouveau paradigme ne risque-t-il pas d'être dévoyé, et derrière la redéfinition des missions n'y a-t-il pas en réalité des ambitions plus traditionnelles et impérialistes⁶², habillées des oripeaux de la prévention des risques écologistes et environnementaux⁶³, ce qui est infiniment plus séduisant ? La guerre contre le terrorisme, en partie discréditée par le fiasco irakien pourrait ainsi être plus facilement soutenue si elle évoluait vers le concept de sécurité soutenable qui fait écho à celui de développement durable⁶⁴.

4.3. La mise en œuvre de fausses solutions, avec de vrais risques stratégiques

Les solutions proposées pour limiter l'action du changement climatique sur les ressources hydriques peuvent parfois présenter des risques considérables précisément à cause de leur vulnérabilité stratégique. C'est le cas des barrages, en particulier hydroélectriques (il suffit de rappeler les propos menaçants d'Avigdor Lieberman à propos du barrage d'Assouan) en plus des risques écologiques qui y sont associés. Même difficulté avec les usines de dessalement, dont beaucoup sont situées au Proche et au Moyen-Orient, zone instable par excellence et vulnérable à des tirs de missiles (y compris pour un pays comme Israël, comme l'a révélé la guerre de 2006 face au Hezbollah), avec là encore un risque écologique important à cause de leur propension à consommer beaucoup d'énergie. L'eau virtuelle risque d'accentuer la dépendance de certains États par rapport à d'autres qui deviendront leurs obligés, ce qui est toujours risqué d'un point de vue stratégique (même chose avec l'importation d'eau si elle n'est pas diversifiée).

Il convient également d'éviter que d'importantes ressources financières ne soient mobilisées pour s'adapter ou atténuer les effets du changement climatique dans une optique trop exclusivement stratégique, avec par exemple la recherche de sources d'énergies supplémentaires (et on peut imaginer la même chose pour l'eau) afin de protéger l'économie nationale ou les besoins des forces armées, au risque de susciter des tensions supplémentaires⁶⁵.

⁶² Beyani C., *The 'global war on terror': issues and trends in the use of force and international humanitarian law*. *Humanitarian Policy Group Briefing*, n° 10, July 2003, Overseas Development Institute London (www.odi.org.uk).

⁶³ *Who's using humanitarian aid as a political weapon ?*, International Peace Bureau, Geneva, July 20, 2006 (www.ipb.org).

⁶⁴ Kempf H., 2007. *L'armée américaine étudie les répercussions géostratégiques du changement climatique*. *Le Monde*, 4 avril 2007.

⁶⁵ Halden P., 2007. *Op. cit.*, p. 147.

5. CONCLUSION

En conclusion, il apparaît que la pression accrue sur les ressources hydriques, aggravée par les modifications relatives au changement climatique, est un phénomène d'ampleur, complexe et paradoxal qui fait peser un certain nombre de menaces plus ou moins identifiées pour

l'humanité, y compris d'un point de vue stratégique, ce qui est un postulat récent. Les réponses proposées pour limiter ou diminuer sensiblement cette tendance néfaste comportent cependant autant d'opportunités que de risques pour nos sociétés, en particulier dans leurs dimensions politiques ou militaires.